

Réarmement mondial

INVESTISSEMENTS PUBLICS • Ces dix dernières années, le budget de réarmement militaire mondial n'a cessé d'augmenter, une hausse qui s'inscrit dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes. Mais quelles sont les conséquences de cette montée en puissance?

Depuis les années 2010, le SIPRI (Institut international de recherche sur la paix de Stockholm) observe une hausse du budget militaire mondial qui se généralise pour la première fois à toutes les régions du monde. Les puissances mondiales comme la Chine, la Russie et les États-Unis dépensent plus que jamais afin d'assurer leur souveraineté dans cette atmosphère d'insécurité qui touche même les plus grands.

Les grandes puissances dépensent toujours plus

La Chine multiplie les démonstrations de force autour des pays voisins avec qui elle entretient des relations

toujours plus tendues. Avec la récente réélection de Donald Trump, les dépenses militaires atteindront 950 milliards de dollars pour s'aligner à son plan de modernisation de l'armée. La Russie quant à elle multiplie les attaques, affirmant son plan d'expansion pour retrouver la grandeur des temps d'URSS.

Le reste de l'Europe se prépare

Cette course à l'armement s'étend au-delà des superpuissances. Plusieurs pays d'Europe, choqués par l'annexion de la Crimé, puis par la guerre en Ukraine, font exploser leur budget militaire pour rattraper le retard accumulé après plusieurs décennies de répit. L'OTAN avait ordonné que les pays membres de l'organisation investissent 2% de leur PIB total en



armement à partir de 2014, objectif largement dépassé par la Pologne et le Royaume-Uni. Les pays limitrophes à la Russie comme la Lituanie ou l'Estonie ont également fait drastiquement augmenter leurs dépenses, étant directement dans la ligne de mire d'un empire russe toujours plus menaçant.

La Suisse en arrière-plan

La Suisse est désarçonnée face à la transformation de ses pays voisins et peine à moderniser son armée,

aujourd'hui en partie obsolète. Le fait qu'elle soit reléguée au second plan dans l'import d'armement s'explique par plusieurs facteurs. D'abord, la Suisse est un pays neutre, ce qui ne la met pas en haut des listes. Ensuite, elle ne fait partie ni de l'Union européenne, ni de l'OTAN, ce qui veut dire qu'elle n'est appuyée par aucun autre pays lors de ses demandes. Enfin, étant un petit pays, ses commandes sont infimes par rapport à des pays comme l'Allemagne ou la Pologne. La distance qui nous sépare d'une armée qui soit à hauteur de celles qui nous entourent est colossale et le gouvernement suisse en est bien conscient. •

Andréa Feal

La dictature oubliée

AZERBAÏDJAN • Concluant des accords de tous les côtés, de l'Occident à la Russie, l'Azerbaïdjan est aujourd'hui un acteur incontournable des relations internationales. Tandis que cette dictature monte en puissance, l'Europe ferme les yeux sur sa violence et sa répression.

En septembre 2023, l'Azerbaïdjan a gagné une guerre éclair en deux jours sur l'Arménie, récupérant le territoire du Haut-Karabakh, une république autoproclamée, majoritairement peuplé d'Arménien·nes. L'enclave ethnique avait déjà été partiellement conquise, suite à la guerre de 2020, alors que des combats meurtriers éclataient à l'initiative d'une coalition azéri-turco-djihadiste. Suite à l'offensive éclair de 2023, la république séparatiste avait annoncé sa dissolution au 1er janvier 2024. 120'000 Arménien·ne·s quitteront précipitamment la région. Des soldats russes avaient été chargés du maintien de la paix après le cessez-le-feu de 2020, dans le but d'assurer la sécurité du Haut-Karabagh. Pourtant, malgré leur présence sur place, ils ne sont pas intervenus lors de la reprise du Haut-Karabakh. Cette victoire offre aujourd'hui à l'Azerbaïdjan un nouveau statut sur le plan international.

Une position stratégique aux corridors multiples

Géographiquement, l'Azerbaïdjan se trouve à la croisée des chemins entre la Russie, l'Iran et la Turquie, à la frontière entre l'Europe et l'Asie. Il devient alors un allié nécessaire pour la Russie. De par ses accords et sa position, l'Azerbaïdjan peut offrir une protection à Moscou face aux influences turques et occidentales.

Le pays cible régulièrement les défenseurs des droits humains et les journalistes

Engagée sur le front ukrainien, la Russie ne pourrait pas gérer simultanément deux conflits. Par ailleurs, l'Azerbaïdjan est un lieu de passage vers l'Iran et l'Inde, pays alliés de

Moscou. Véritable plaque tournante pour l'exportation de gaz et de pétrole, l'Azerbaïdjan joue également un rôle clé de corridor énergétique vers l'Europe, en particulier via le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan.

Une Europe qui ferme les yeux

L'Azerbaïdjan, fort de ses richesses gazières et d'une armée modernisée soutenue par l'armement turc, semble briller sur le plan international. Son rayonnement est tel que la 29ème conférence des Parties sur le Climat (COP 29) a eu lieu du 11 au 22 novembre 2024 à Bakou, capitale azerbaïdjanaise. L'Azerbaïdjan avait désigné Mukhtar Babayev, actuel ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et ancien cadre de la compagnie pétrolière SOCAR, comme président de la COP29. Alors que l'économie du pays dépend fortement des exportations de pétrole et de gaz, on peut se demander si les

participant·e·s à la conférence ont fermé leurs yeux sur ce détail... autant que sur la répression exercée par le gouvernement sur son peuple. En effet, cette répression existe «depuis plusieurs années» et «s'intensifie depuis environ un an», écrit l'ONG Human Rights Watch dans son dernier rapport paru avant le début de la COP29. Le gouvernement azerbaïdjanaise «cible régulièrement ceux qui jouent un rôle important de surveillance dans la société, notamment les défenseurs des droits humains, les journalistes et les militants civiques indépendants». La militante écologiste suédoise Greta Thunberg accuse l'Occident de «fermer les yeux sur l'oppression en échange de ressources». •

Flavia Mizel